

La coalition suédoise cherche son dernier milliard

La future coalition envisage notamment 4 milliards d'euros de baisses de charges.

PIETER BLOMME

Un atterrissage est-il proche dans les négociations fédérales? Sans doute pas pour tout de suite mais, à un peu plus long terme, la piste est tout de même en vue. Le co-formateur Charles Michel (MR) est à la recherche du dernier milliard pour réussir à emboîter les dernières pièces du puzzle budgétaire.

Un consensus existe pour repousser l'équilibre budgétaire à 2018. Cela signifie qu'il faut réaliser 11 milliards d'euros d'économies en quatre ans. Et pour y arriver, une série de propositions sont sur la table. Les réductions de charges patronales planifiées pour 1,35 milliard d'euros (les cotisations patronales passeront de 33 à 25%) seront financées par une augmentation des accises et de la TVA. C'est le fameux «shift» fiscal tant voulu par le CD&V.

Un saut d'index corrigé socialement est également prévu, ce qui équivaut à une baisse de charges pour les entreprises de l'ordre de 2,7 milliards d'euros.

Plus-values taxées?

Au total, la future coalition suédoise envisage donc quatre milliards d'euros de baisses de charges, afin d'éliminer, d'ici la fin de la législature, le handicap salarial de la Belgique vis-

à-vis des pays voisins.

Voici pour le consensus. Ce qui coince encore, c'est la volonté du CD&V de cibler les plus fortunés, de sorte que les travailleurs ne soient pas les seuls à contribuer à l'effort via le saut d'index. La préférence du CD&V va à une taxation des plus-values. Mais si cela ne s'avérait pas possible, une autre piste serait la hausse du précompte mobilier.

Un blocage persiste aussi sur la diminution de l'impôt des personnes physiques d'environ un milliard d'euros. L'Open VLD, la N-VA et le MR insistent sur ce point. Mais ils veulent financer cette mesure par des économies supplémentaires, alors que le CD&V s'y oppose. Ou bien cette diminution de la pression fiscale sur les personnes est financée par de nouvelles recettes, ou bien elle ne se fera pas: telle est la position des démocrates-chrétiens flamands.